

Extrait 1 Une violence de masse

« Le nombre des détenus du Goulag oscille, en effet, entre 0,5 million de personnes en 1934 (date à laquelle le Goulag, définitivement organisé, reçoit la gestion de l'ensemble des camps) et 2,5 millions au début des années 1950, avec une « moyenne » d'environ 2 millions de détenus pour les années 1937-1938 et 1952-1953. Le système concentrationnaire soviétique connaît son apogée dans l'immédiat après-guerre, au moment où affluent au Goulag des catégories nouvelles : prisonniers de guerre soviétiques, « éléments étrangers » des régions nouvellement incorporées, collaborateurs réels et supposés, personnes condamnées en vertu de la loi du 4 juin 1947. La prolongation de peine, infligée par simple mesure administrative, à un grand nombre de personnes condamnées dans les années 1937-1938 à dix ans de camp, la suppression temporaire (1947-1950) de la peine de mort, la baisse de la mortalité des détenus, à la suite de la prise de conscience des autorités de la nécessité de « préserver » une main-d'œuvre économiquement utile, expliquent aussi que la population pénale ait été à son maximum au début des années 1950. (...)

Qu'apprenons-nous (...) sur la mortalité dans les camps ? Celle-ci a considérablement varié selon les années, oscillant de 2,5 % (1936) à 18,4 % (1942). Outre 1942 et 1943, les années les plus dévastatrices furent 1944 et 1938, durant lesquelles plus du dixième des détenus périrent. En quatorze ans (1934-1947), 1 million de morts furent enregistrés dans les seuls ITL (camps de travail correctif). En extrapolant pour l'ensemble des camps (ITL et ITK-colonies de travail correctif, unités plus petites où étaient généralement envoyés les détenus condamnés à de courtes peines, inférieures à 3 ans) et pour l'ensemble de la période 1934-1953, on parvient à un chiffre d'au moins 2 millions de morts. »

Extrait 2 La « dékoulakisation »

« La catégorie des « spetsposeletsy » (que l'on pourrait traduire par « déplacés spéciaux ») apparut au moment de la collectivisation. Au début du mois de janvier 1930 fut, en effet, instituée une commission spéciale dirigée par V. Molotov, chargée d'organiser, selon l'expression de Staline, « le passage de la limitation des tendances exploiteuses des koulaks [paysans aisés] à la liquidation des koulaks en tant que classe ». Les koulaks furent classés en trois catégories : la première regroupait ceux qui étaient « engagés dans des activités contre-révolutionnaires » ; la deuxième, ceux qui « manifestaient une opposition moins active, mais qui étaient des archi-exploiteurs qui ne pouvaient naturellement qu'aider la contre-révolution ». Tous devaient être arrêtés, déportés, par simple mesure administrative, dans des régions reculées du pays, et leurs biens confisqués. Les koulaks de troisième catégorie, qualifiés de « loyaux envers le régime », devaient, quant à eux, être arrêtés et transférés dans les limites de leur région, « hors des zones prévues pour être collectivisées, sur des sols nécessitant une amélioration ».

On s'est longtemps interrogé sur l'ampleur de la dékoulakisation. Les documents d'archives aujourd'hui disponibles font état de 381 026 familles, soit 1 803 392 personnes « dékoulakisées » en 1930-1931. Sur ce nombre, néanmoins, seules 1 317 022 étaient recensées au 1er janvier 1932. Un certain nombre de personnes avaient, sans doute, réussi à s'enfuir durant les trois, quatre, voire six mois de transfert – avec de longs arrêts dans des gares transformées en véritables camps (les déportés étaient convoyés le plus souvent en trains spéciaux, appelés « trains de la mort », par groupes de plusieurs milliers de personnes). Mais une grande partie des 500 000 « manquants » étaient morts en route, de faim, de maladie ou d'épuisement. »

Extrait 3 La répression des nationalités

« Les premiers groupes nationaux massivement déportés furent, dès le début de l'année 1940, les Polonais installés dans les régions (Biélorussie et Ukraine occidentale) occupées par les Soviétiques à la suite de l'accord secret Ribbentrop-Molotov du 23 août 1939. De février 1940 à juin 1941, plus de 380 000 Polonais furent déportés, ainsi que plusieurs dizaines de milliers de Baltes. Au cours de la guerre, Staline fit porter sur huit nationalités la responsabilité collective de la collaboration avec l'Allemagne. Pour des raisons obscures quant au choix précis des nationalités touchées (à l'exception des Allemands de la Volga, dont plus d'un million furent déportés en Sibérie et au Kazakhstan à partir du mois d'août 1941), si ce n'est que toutes s'étaient trouvées sur le chemin de l'invasisseur

nazi, les Karatchais, Kalmyks, Tchétchènes, Ingouches, Balkars, Meskhets, Tatars de Crimée et autres peuples de Crimée (Grecs, Bulgares, Arméniens, etc.) furent déportés dans des conditions presque identiques à celles qui avaient présidé à la « dékoulakisation » une quinzaine d'années auparavant. (...)

Après la fin de la guerre, et jusqu'en 1951-1952, plusieurs centaines de milliers d'autres personnes furent également déportées des régions nouvellement incorporées ou réincorporées à l'URSS, et soumises à la soviétisation et à la collectivisation : Litوانيens, Lettons, Estoniens, Moldaves, Polonais de Biélorussie, Ukrainiens « occidentaux » supposés soutenir l'OUN (Organisation des nationalistes ukrainiens), payèrent le plus lourd tribut. Mais l'on déporta également d'autres peuples – Grecs, Arméniens, Turcs « du littoral de la mer Noire », Iraniens de Géorgie – et d'autres catégories sociales : les soldats de l'armée du général Vlassov, ainsi qu'un grand nombre de prisonniers de l'armée Rouge « récupérés » en Allemagne, et des « parasites sociaux, menant un mode de vie antisocial à la campagne » (déportés au titre de la loi du 2 juin 1948). »

Extrait 4 L'enjeu économique

« En 1940, le NKVD exécutait 13 % du volume des grands travaux de l'économie soviétique. Au 1er septembre 1948, sur les 2 260 000 détenus du Goulag, 1 220 000 environ étaient « loués » à des entreprises dépendant des principales administrations économiques (métallurgie, mines, exploitation forestière, travaux publics). Comment étudier désormais la « classe ouvrière soviétique » sans tenir compte de cette immense main-d'œuvre servile peinant souvent sur les mêmes sites industriels que les travailleurs libres ? »